

Karine Lamarche

Laboratoire de Sciences Sociales, EHESS-ENS Paris

Refuser l'occupation : de la désobéissance morale à l'action politique chez les Refuzniks israéliens¹

Cahiers du Grip, 1, 2005, p. 20-31, www.grip.free.fr/cahiers/1/lamarchecg1.pdf

« Qu'est-ce que le civisme lorsque, dans certaines circonstances, il devient soumission honteuse ? N'y a-t-il pas des cas où le refus est un devoir sacré, où la "trahison" signifie le respect courageux du vrai ? Et lorsque, par la volonté de ceux qui l'utilisent comme instrument de domination raciste ou idéologique, l'armée s'affirme en état de révolte ouverte ou latente contre les institutions démocratiques, la révolte contre l'armée ne prend-elle pas un sens nouveau ? »²

Le terme Refuznik³ est employé, ces derniers temps, pour désigner les Israéliens qui déclarent publiquement leur intention de refuser les missions liées à l'occupation. La plupart d'entre eux sont des réservistes qui opèrent un refus dit sélectif, c'est-à-dire qu'ils se disent prêts à défendre leur pays à l'intérieur de ses frontières légitimes représentées par la « ligne verte » (frontières de 1948, excluant la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Est), mais ils comptent également dans leurs rangs de jeunes appelés n'ayant jamais servi, et quelques soldats en service obligatoire. Ce phénomène de refus de servir, s'il n'est pas nouveau en Israël, s'est principalement développé au cours des trois dernières années, soit quelques temps après le déclenchement de la seconde Intifada, avec la naissance de plusieurs mouvements de réfractaires.

Il a provoqué de très vives réactions au sein de la société israélienne, peu habituée à voir son armée critiquée de l'intérieur. En effet, si certains Refuzniks sont de jeunes garçons et filles fraîchement sortis du lycée et qu'il est aisé de qualifier de gauchistes marginaux, une bonne partie comprend des militaires chevronnés.

¹ Cette recherche est le résultat d'un travail de terrain effectué en Israël de début mars à début mai 2004, dans le cadre de ma maîtrise de sociologie à l'Université de Lille I.

² Manifeste des 121. « Le droit à l'insoumission ». *Le Monde diplomatique* [En ligne]. Septembre 2000. p. 28. URL : www.monde-diplomatique.fr/2000/09/A/14199.

³ On pourrait discuter de la pertinence d'utiliser ce terme, qui servait à désigner les citoyens russes (notamment juifs) auxquels le gouvernement refusait l'émigration hors d'URSS, mais cela n'est pas le propos ici. Notons juste qu'en Israël même, on appelle ces objecteurs *Sarvanim* (pluriel de *Sarban*), du mot *serviv* signifiant « refus ». J'ai, pour ma part, employé le terme le plus courant dans la littérature non-hébraïque sur le sujet, à savoir « Refuzniks ».

Certains ont servi plus de huit ans dans Tsahal, sont hautement gradés, et se sentent particulièrement attachés à cette armée à laquelle ils ont consacré leur jeunesse. De plus, ils insistent souvent pour mettre en avant le caractère sioniste de leur acte, considérant que refuser de servir l'occupation est une preuve de lucidité patriote. C'est une des raisons pour lesquelles les réactions provoquées par les différentes lettres de signataires publiées dans la presse ont été disproportionnées au regard du nombre de réfractaires (environ mille cinq cents « déclarés »⁴ au total).

Au cours des deux mois passés en Israël, j'ai effectué une quinzaine d'entretiens auprès de Refuzniks de différents mouvements et de différents « horizons sociaux », ainsi que de nombreuses observations lors de manifestations, de réunions de groupe et autres rassemblements. Notons que tous les entretiens, sauf deux, ont été menés en anglais (mon niveau d'hébreu n'étant pas suffisant à l'époque), ce qui a nécessairement introduit un biais, dont j'ai essayé de tenir compte dans mes analyses.

Je commencerai par présenter le mouvement de refus israélien actuel, ses antécédents, et les différents groupes qui le caractérisent. Dans un deuxième temps, j'évoquerai les justifications que les réfractaires donnent de leur acte, de la division possible (bien que critiquable) entre refus moral et refus politique, et de l'impact de la trajectoire personnelle sur la catégorisation du refus. Enfin, je montrerai que les conséquences d'un tel engagement sont non seulement perceptibles au niveau social (peines de prison, renvois de l'unité, stigmatisation, réactions de l'entourage), mais aussi au niveau identitaire.

LE MOUVEMENT DE REFUS ISRAELIEN

Avant de présenter le mouvement de refus israélien sur lequel j'ai travaillé, il convient de revenir sur la place très particulière tenue par l'armée en Israël. En effet, en plus d'être l'une des institutions les plus puissantes du pays, l'armée revêt un caractère symbolique tellement fort que l'on pourrait presque en parler comme d'un rite initiatique. Dès leur plus jeune âge, les enfants sont élevés dans le culte du soldat qu'ils rêvent de devenir un jour. Adolescents, on les entraîne à passer les tests des différentes unités dans l'espoir qu'ils accèdent aux plus prestigieuses (les

⁴ Car il existe également en Israël un phénomène appelé le « refus gris » et qui désigne ceux qui arrivent à échapper à la conscription ou aux périodes de réserve sans se déclarer officiellement comme Refuzniks. Une partie d'entre eux le fait pourtant pour les mêmes motifs.

commandos, les pilotes ou encore les parachutistes). Les garçons donnent trois ans de leur vie au service militaire (les filles deux), mais ce n'est pas tout : jusqu'à quarante cinq ans, chaque Israélien est censé servir un mois par an en tant que réserviste. Par la suite, le service militaire sert de ticket d'entrée dans la société israélienne et donne, en particulier, accès au marché du travail et à la sphère politique. Il est un facteur de reconnaissance et de légitimité. Toutes ces précisions aident à comprendre que l'armée soit considérée par certains auteurs comme une « communauté imaginaire » au sens de Benedict Anderson⁵. Elles permettent également d'appréhender ce que peut signifier, en Israël, un acte d'insubordination comme le refus de servir.

Les premiers cas d'objection⁶ sont apparus dans les années 70, quelques temps après la fin de la guerre des Six Jours, mais ils restèrent très marginaux jusqu'à l'invasion du Liban par l'armée israélienne, à laquelle plusieurs centaines d'Israéliens refusèrent de prendre part. En 1986, le chef d'état-major, Moshe Levi, admit que les refus de servir au Liban avaient joué dans la décision d'amorcer un retrait partiel de ce pays. Ainsi, le refus de servir devint non seulement une manière légitime de protester, mais aussi une protestation politique efficace. La période dite d'Oslo et les espoirs qu'elle engendra s'accompagna d'un fort déclin du nombre de refus de servir. Mais le déclenchement, en septembre 2000, de la seconde Intifada devait remettre cette question du refus, que les autorités croyaient réglée, au goût du jour. Entre cette date et juin 2002, cent quatre vingt neuf soldats réservistes et appelés furent emprisonnés pour refus de servir⁷. Les trois quarts avaient exprimé un refus sélectif, c'est-à-dire ne concernant que les actions liées à l'occupation, comme le fait de servir au-delà de la ligne verte, et non pas les autres missions de l'armée. Cette vague de refus, dont le groupe **Yesh Gvul**⁸ était à l'origine et provenant de soldats isolés, fut relayée par plusieurs initiatives organisées, qui attirèrent l'attention des

⁵ Voir, par exemple, HELMAN Sarah, "Militarism and the Construction of the Life-World of Israeli Males" in LOMSKY-FEDER Edna et BEN-ARI Eyal. 1999. *The Military and Militarism in Israeli Society*. New York : State University of New York Press. p. 199.

⁶ J'utiliserai ce terme et celui de « refus » de manière indifférenciée tout en ayant conscience que chacun a sa nuance propre. Pour des définitions de l'objection de conscience, voir AUVRAY Michel. 1983. *Objecteurs, Insoumis, Déserteurs ; histoire des réfractaires en France* Paris : Editions Stock 2. p. 8 et CATTELAINE Jean-Pierre. 1982 (1^o éd : 1973). *L'objection de conscience* Paris : PUF. p. 5.

⁷ MESSICA Fabienne et SOREK Tamir, 2003. *Refuzniks israéliens. Ces soldats qui refusent de combattre en territoires occupés*. Paris : Editions Agnès Viénot. p.61.

⁸ *Yesh Gvul* signifie en hébreu « Il y a une frontière » mais aussi « Il y a une limite ». Ce groupe est apparu après la guerre de 1967 et le début de l'occupation, mais s'est surtout développé pendant la guerre du Liban. Ses membres le définissent comme « un groupe israélien pour la paix, dont l'objectif est de soutenir les soldats qui refusent les missions de répression ou d'agression » (cf. site Internet : www.yesh-gvul.org).

médias et firent du refus de servir en territoires occupés un enjeu hautement politique.

En août 2001, un groupe de soixante-deux lycéens (*Shministim* en hébreu, qui devint le nom de leur groupe) fit parvenir une lettre à Ariel Sharon, dans laquelle ils déclaraient refuser de prendre part « à des actes d'oppression dirigés contre le peuple palestinien, actes qu'il serait approprié de définir comme des actions terroristes ». Une fois venu le moment de l'incorporation, les signataires réitérèrent leur refus et plusieurs furent emprisonnés. Toutefois, l'opinion publique israélienne n'accorda que peu de crédit à ce mouvement qui avait pour origine de jeunes lycéens, n'ayant de ce fait jamais fait les preuves de leur loyauté envers le pays. A l'inverse, la lettre publiée le 25 janvier 2002 dans le quotidien *Ha'aretz* par le groupe de réservistes *Aometz Lesarev* (« Le courage de refuser ») et regroupant cinquante-deux signatures de combattants refusant les missions en territoires occupés fit l'effet d'un coup de tonnerre en Israël. Ces signataires déclaraient : « Nous, officiers et soldats réservistes membres d'unités combattantes des forces de Tsahal, élevés selon les principes du sionisme, du sacrifice et du dévouement pour le peuple d'Israël et l'Etat d'Israël (...) nous déclarons par la présente que nous continuerons à servir les forces de Tsahal dans toute mission qui vise à défendre Israël. Les missions d'occupation et d'oppression ne servent pas cet objectif et nous n'y participerons pas ». Les réactions à cette lettre ne se firent pas attendre et, dès sa parution, tous ceux qui avaient une quelconque légitimité politique ou publique s'exprimèrent sur la question (presque unanimement de manière négative mais plus ou moins violemment). Malgré tous les efforts de certains pour discréditer les Refuzniks et les marginaliser aux yeux de l'opinion publique, une étude menée par le Centre d'Etudes sur la Paix montra que deux semaines après la parution de la « lettre des combattants », 15% de la population israélienne juive considérait le refus de servir comme légitime. Deux mois plus tard, ce taux atteignait 23%. Deux autres mouvements de réfractaires suivirent cette initiative : celui des pilotes et des membres du commando *Sayeret Matkal*. Les premiers firent paraître une lettre à la veille du Nouvel An juif, déclarant que vingt-sept d'entre eux refuseraient à l'avenir de participer à des « éliminations ciblées », celles-ci faisant en réalité de nombreuses victimes innocentes. Le second concernait treize soldats de l'unité *Sayeret Matkal*, un commando d'élite prestigieux en Israël, dont les membres sont connus pour leur loyauté envers l'armée. Ces deux lettres publiées en septembre puis en décembre

2003 prolongèrent l'effet retentissant qu'avait eu la première et contribuèrent à agrandir un peu plus la brèche ouverte dans la conscience israélienne.

TRAJECTOIRE PERSONNELLE ET JUSTIFICATION DU REFUS

L'éducation reçue par les Refuzniks, ainsi que le fait qu'ils aient ou non participé à des missions d'occupation s'accompagnent généralement de deux types de justifications : politiques pour certains, morales pour d'autres. Cette dichotomie morale/politique est présente dans la plupart des ouvrages parus sur la question du refus de servir en Israël. Toutefois, elle comporte de nombreuses limites, la plus évidente étant qu'il est difficile, voire impossible, de séparer morale et politique dans un cas comme celui des objecteurs israéliens. En effet, même en déclarant que son acte est strictement moral, un Refuznik ne peut pas négliger le fait que le problème moral n'existerait pas (ou pas de cette manière) si la situation politique était différente. De même, un « Refuznik politique » a beau ne voir dans son refus qu'une revendication pour faire cesser l'occupation, on peut supposer que s'il considérait l'occupation comme une situation améliorant les conditions de vie des populations concernées, il ne verrait pas la même priorité à refuser, etc. C'est pourquoi j'ai décidé de privilégier l'analyse des discours, considérant que, quelque contestable que puisse être la distinction morale/politique, la manière dont les individus la présentent et parfois en jouent revêt, elle, un sens profond. L'un de mes interlocuteurs me confiait ainsi « *Je pense qu'il n'y a pas de différence [entre l'aspect moral et l'aspect politique] mais habituellement, quand je dois justifier mon action, dans les médias ou devant d'autres gens, c'est bien plus légitime et facile d'en parler comme de quelque chose de simplement moral...* » A l'inverse, certains Refuzniks insistent systématiquement sur le caractère politique de leur refus, dans une volonté affichée de critique du gouvernement.

J'ai remarqué, grâce à la quinzaine d'entretiens effectués auprès d'objecteurs des différents mouvements, qu'à chaque justification correspondait un certain type d'éducation. Ainsi, ceux qui emploient systématiquement l'argumentaire politique ont pour la plupart été élevés et/ou socialisés dans un environnement non sioniste voire antisioniste. Il n'est pas rare que leurs propres parents aient refusé de prendre part à l'occupation, notamment lors de la guerre du Liban et que ceux-ci aient fait

partie d'organisations d'extrême gauche⁹. Ils ont grandi pour partie en dehors du consensus. Ainsi, l'un de mes interlocuteurs se présentait lui et sa famille de la manière suivante : « **Mes parents étaient politiquement actifs au Matzpen¹⁰. Ils étaient contre les territoires occupés et ils voulaient les rendre. Ils étaient radicaux. Mes deux parents ne sont vraiment pas religieux. Je n'ai pas fait ma Bar Mitsva. Mon frère ne s'est pas marié religieusement, ce qui est très rare en Israël. Je ne me considère pas comme sioniste, même pas comme post-sioniste** ». Sur le plan militaire, la plupart de ceux qui définissent leur refus en termes politiques ont fait le minimum attendu d'eux, mais pas plus. Ils n'appartiennent pas aux meilleures unités, ont fait leurs trois ans obligatoires sans chercher à grimper les échelons et, bien souvent, n'ont pas servi (ou peu) en territoires occupés, comme nous le verrons un peu plus loin.

A l'inverse, ceux qui invoquent prioritairement l'aspect moral de leur refus ont plutôt reçu une éducation patriote, politiquement neutre et religieusement traditionnelle¹¹. Nombre d'entre eux sont des fils de colonels israéliens ayant combattu lors des différentes guerres d'Israël. Ils ont eux-mêmes consacré une bonne partie de leur vie à l'armée, ajoutant parfois à la période obligatoire une année supplémentaire avant le début du service¹², et encore une autre à la fin pour devenir officier. Le cas des pilotes est un des plus caractéristiques. Récemment encore, la durée minimum du service obligatoire pour un pilote était de sept ans, comprenant deux ans de formation et cinq ans à servir l'armée. C'est le cas de l'un de mes interlocuteurs, qui a passé en tout huit années au service de Tsahal (comptant une année de volontariat avant d'intégrer l'armée de l'air). Il résume sa trajectoire personnelle en insistant sur l'implication de sa famille dans l'histoire du pays : « **Nous sommes une famille très sioniste, très attachée à la tradition juive, aux racines israéliennes, à l'histoire de ce pays. La plupart des membres de la famille de mon père et de ma mère sont morts pendant l'Holocauste. Mon père était un pilote de l'armée de l'air, un pilote combattant. Il a combattu pendant la guerre de Kippour, en 1973. Mon enfance s'est déroulée dans les bases militaires de l'armée de l'air** ». Ce pilote, comme la plupart des Refuzniks ayant reçu une éducation patriote et traditionnelle, invoque des justifications morales

⁹ L'expression « extrême gauche » (ou « gauche radicale ») n'a pas le même sens dans le contexte israélien qu'elle pourrait l'avoir dans le contexte français. Il s'agit, en gros, de tout ce qui se trouve à gauche du *Meretz*, considéré, lui, comme un parti de « gauche sioniste ».

¹⁰ Le *Matzpen* était un mouvement antisioniste d'extrême gauche fondé en 1962 par des dissidents du Parti communiste israélien. Pour plus de précisions sur ce mouvement, voir WARSCHAWSKI Michel. 2002. *Sur la frontière*. Paris : Stock. pp. 44-65.

¹¹ J'entends par là qu'ils considèrent plus la religion comme un héritage culturel chargé de traditions que comme un ensemble de dogmes impliquant des pratiques à respecter.

¹² Cette année est appelée *Shnat Sherout* (année de service). Elle consiste à servir le pays pendant un an en faisant du bénévolat dans des zones défavorisées, des hôpitaux, etc. Cet acte est considéré comme très patriote.

à son action, tout en ayant bien conscience que la politique ne peut pas en être exclu : **« Je ne suis pas un politicien. Je pense que cet acte n'était pas une action politique mais un acte moral. C'est le contexte qui m'a amené à prendre cette position morale et le contexte, lui, est politique. Je n'ai pas essayé de montrer mon opinion politique sur la question. J'ai soulevé une question morale et je l'ai soulevée à cause de la situation politique qui était insoutenable ».**

Par ailleurs, il m'a semblé évident, à l'analyse des différents entretiens, que l'utilisation de la rhétorique morale était bien plus souvent présente chez des soldats ayant participé directement à l'occupation, en menant des actions en territoires occupés ou en participant à des bombardements par exemple. Cela semble facilement explicable. Ceux-là mêmes qui, n'ayant pas été politiquement socialisés, n'avaient pas été amenés à prendre position contre l'occupation par l'action du refus, l'ont fait par ailleurs, mais en rupture avec leur milieu d'origine, leur éducation patriote et leur famille, pour des motifs liés à leur expérience de soldat et à la confrontation de leurs idéaux humanistes avec la réalité de l'occupation. C'est ainsi, au cours d'une mission menée lors de l'opération « Bouclier défensif »¹³, que l'un des soldats de l'unité *Sayeret Matkal* a décidé de refuser : **« Là, j'ai vraiment fait tout le sale boulot de rentrer dans les maisons, frapper aux portes en plein milieu de la nuit, ligoter des gens que j'avais reçu l'ordre de ligoter... C'était plus comme dans une armée répressive que ce dont j'avais l'habitude. Et là, j'ai compris, tu sais... Il y a eu quelque chose en moi qui m'a dit : " Ok, je termine cette mission et c'est fini !" ».** Pour les pilotes, l'événement déclencheur fut l'assassinat d'un terroriste à Gaza (au moyen d'une bombe d'une tonne) qui fit une quinzaine de victimes « collatérales » dont neuf enfants. L'immoralité qu'une telle action leur a inspiré et l'image qu'elle leur a renvoyé d'eux-mêmes en tant que pilotes les a amenés à dire « non », comme me l'expliquait l'un d'eux : **« Les terroristes sont prêts à faire des choses que je ne suis pas prêt à faire. Ils sont prêts à prendre une bombe et à se faire sauter dans un restaurant pour tuer des familles israéliennes. Je ne suis pas prêt à faire cela ! Je ne suis pas prêt à prendre une bombe d'une tonne et à tuer des innocents. C'est ce qui me définit comme un soldat et pas comme un terroriste ! »** Ce pilote, officier de l'armée de l'air israélienne qui, jusque là, s'identifiait fortement à son unité, a été interpellé par cette action spécifique qui lui rappelle le terrorisme touchant son peuple. C'est cette prise de conscience d'une immoralité de fait qui l'a amené à refuser, et non pas, comme dans d'autres cas, une volonté d'exprimer une opposition politique à l'occupation, née d'une politisation précoce.

¹³ Opération punitive menée par Tsahal en Avril 2002 dans différentes villes palestiniennes suite à un attentat particulièrement sanglant perpétré la veille de la fête juive de Pessah.

CONSEQUENCES SOCIALES ET IDENTITAIRES DU REFUS

Je m'étais également attachée, dans ce travail, à décrire quelques-unes des conséquences sociales du refus et je m'étais interrogée sur l'impact de cet acte au niveau de « l'identité israélienne ». En utilisant cette expression, j'ai bien conscience de ce qu'elle peut comporter de contestable. De nombreuses critiques ont, en effet, été formulées à l'encontre du terme d'identité. Sans vouloir rentrer dans le cœur de ce débat, je tiens juste à préciser que je l'emploie comme un concept indigène, dans le but de montrer au lecteur la manière dont mes interlocuteurs se perçoivent en tant qu'Israéliens, et l'impact de leur décision de refuser sur leur sentiment national.

Parmi les conséquences touchant ceux qui refusent de servir l'occupation, la plus visible est probablement l'emprisonnement, mais elle n'en est pas pour autant la plus courante ni la plus pénalisante. Relativement peu de Refuzniks vont en prison, proportionnellement à leur nombre, et certains mouvements sont plus « protégés » que d'autres. Ainsi, les membres d'unités prestigieuses comme les pilotes ou les *Sayeret Matkal* ne sont généralement pas envoyés en prison. A l'inverse, les jeunes *Shministim* ont payé le prix fort pour leur refus total : cinq d'entre eux ont passé plus d'un an en prison alors qu'ils n'avaient que dix-huit ans. Une jeune fille, qui avait refusé l'enrôlement, a également connu l'emprisonnement à trois reprises. Elle m'expliquait, lors de notre entretien, l'attitude de l'armée à son égard : « *Ils m'ont dit clairement, quand ils m'ont jugé : " On n'a aucun problème que tu sois en prison pendant un an et neuf mois..." Ils ont dit ça pour me faire flipper et ça m'a vraiment fait flipper. A chaque fois qu'ils parlaient, ils me disaient : "Nous, de toute façon, on ne va pas te faire de cadeau. Tu as vraiment dépassé toutes les limites et on ira jusqu'au bout ! "* »

Les porte-parole du mouvement *Aometz Lesarev* ont tendance à « prôner » la prison pour la visibilité qu'elle apporte aux Refuzniks et à minimiser le préjudice qu'elle fait subir à l'emprisonné (bien souvent sans en avoir fait, eux-mêmes, l'expérience). Dans certains cas pourtant, elle est vécue de façon traumatisante, comme me l'expliquait ce jeune *Mizh'ari*¹⁴ : « *La prison, ça a été terrible. Cela m'a affecté dans de nombreux aspects de ma vie. Tout mon monde, toute la définition de moi-même en tant qu'Israélien avaient complètement changé en prison. (...) Et quand je les [les autres Refuzniks] regardais en prison, je me disais : "C'est comme un passe temps... Certaines*

¹⁴ Ce terme désigne les Juifs originaires des pays arabes et orientaux, ceux que l'on nomme en français « sépharades » (alors qu'en hébreu, le terme « sfaradi » ne s'applique qu'aux Juifs de la péninsule ibérique). En Israël, les *Mizrahi'i* appartiennent souvent aux classes sociales les plus modestes.

personnes sortent pour marcher ou chasser et d'autres veulent aider les Palestiniens. Pour eux, aller en prison, c'est comme aller camper". » Le sentiment d'altérité est ici encore plus fort en cela qu'il s'agit d'un jeune homme d'origine populaire dont le refus a entraîné des conséquences financières étrangères à la plupart des autres Refuzniks issus des classes moyennes voire aisées, et soutenus par leurs familles.

Alors que la prison ne touche pas ou de manière exceptionnelle les membres d'unités prestigieuses comme nous l'avons dit plus haut, d'autres sanctions sont destinées à les punir et remplissent leur rôle bien mieux que ne le ferait sûrement l'emprisonnement. Ainsi l'ensemble des pilotes a été renvoyé de l'armée de l'air, de même que les membres de l'unité *Sayeret Matkal*. Ces deux groupes fonctionnent très différemment des autres unités. Les pilotes, par exemple, servent au minimum sept ans dans l'armée de l'air. Lorsqu'ils reviennent à la vie civile, c'est deux jours par semaine environ qu'ils consacrent à Tsahal (et non un mois par an comme les autres Israéliens). Les liens qui se créent entre pilotes d'une même classe d'âge sont donc particulièrement forts. L'un d'eux m'expliquait que cet attachement à l'unité constituait une des raisons pour lesquelles si peu avaient signé la lettre alors que beaucoup y adhéraient : « ***Ils avaient peur d'être renvoyés de l'armée de l'air. Tu sais, ils aiment voler. Ils aiment leurs amis dans l'unité. Et, être pilote dans l'armée de l'air, même en tant que réserviste, c'est tout un mode de vie... Tous tes amis sont dans l'armée de l'air, c'est comme une famille. Et tout tourne autour de ta vie de pilote...*** ». Dans d'autres corps également on retrouve cette attache, qui s'applique souvent plus aux camarades qu'à l'unité en elle-même, et qui fait parfois du refus un acte vécu comme une trahison.

Outre les peines d'emprisonnement et la punition qu'a pu constituer le renvoi d'une unité à laquelle les soldats étaient attachés, les nombreuses critiques et menaces touchant les réfractaires, ainsi que le rejet de certains proches ont parfois été vécus de manière très douloureuse. La plupart des Refuzniks rencontrés m'ont dit avoir reçu le soutien de leur famille, même lorsque celle-ci était plutôt (ou franchement) de droite. Mais il n'est pas rare que leurs amis, leurs connaissances, les membres de leur unité, etc. leur aient subitement tourné le dos comme ce fut le cas pour ce soldat des *Sayeret Matkal* : « ***A l'armée, mes amis sont très en colère contre moi. Ils ne me parlent plus. Tu sais, j'avais de très bons amis qui, maintenant, me détestent et ne veulent plus me parler*** ». Ce détournement de certains proches a contribué à souligner encore la différence entre « eux » et « nous », ceux qui refusent et ceux qui ne le font pas, et par là même, à donner aux Refuzniks une autre perception d'eux-mêmes, en décalage avec la société dont ils sont issus.

Les ouvrages consacrés aux actions collectives mettent ainsi souvent l'accent sur l'émergence, dans l'opposition, de nouvelles appartenances permettant aux acteurs sociaux de se forger une identité propre et différente de ce qu'elle était avant qu'ils ne s'engagent¹⁵. On retrouve cette idée dans les propos de ce pilote : « *Pour moi, la grande question ne fut pas d'arrêter de voler, mais ce changement dans mon identité, dans la définition de qui je suis. Comment se voit-on soi-même ? A travers les yeux des autres ou à travers nos propres yeux ?* » Notons que ce point est particulièrement vrai pour les Refuzniks « issus du consensus », ou pour ceux qui ont consacré une part importante de leur vie à l'armée (ceux que je décrivais comme utilisant le plus le discours moral). Pour ceux-ci en effet, l'identité civile était très liée à leur statut de soldats, alors que pour des Refuzniks élevés « en dehors du consensus » et ayant effectué le minimum requis à l'armée (voire pas d'armée du tout comme c'est le cas des *Shministim*) une conscience d'être en marge de la société israélienne était déjà acquise depuis longtemps. Pour ces derniers, l'action du refus n'a donc constitué qu'un prolongement d'engagements politiques antérieurs, alors que pour les « nouveaux déviants », elle a représenté une rupture nette et brutale. Elle leur a permis de s'extraire du dilemme dans lequel les mettait le fait d'être attachés à une armée commettant des actes qu'ils désapprouvaient. L'un des Refuzniks *Aometz Lesarev* m'expliquait ainsi : « *C'est la première fois depuis des années que je suis fier d'être Israélien. Ça fait quelque chose de pouvoir aller quelque part et de dire : "Je suis Israélien et Refuznik" »*.

CONCLUSION

La « vague refuznike » a ouvert une brèche dans la conscience israélienne. Le fait que la contestation vienne du cœur même d'Israël, de soldats gradés, ayant déjà défendu le pays à maintes reprises, clamant haut et fort leur attachement à l'égard du sionisme, et non uniquement des habituels « gauchistes », a rendu la critique à leur égard un peu moins aisée. Toutefois, il serait faux de penser que ces réfractaires ont conquis le cœur des Israéliens et convaincu leurs esprits. La majorité reste hostile aux Refuzniks, même parmi les opposants à l'occupation. Ce sont d'ailleurs ces derniers (représentés par la gauche sioniste et consensuelle) qui avancent le plus d'arguments

¹⁵ Voir, entre autres, FILLIEULE Olivier (dir.). 1993. *Sociologie de la protestation*. Editions l'Harmattan. Paris. p. 39. MANN Patrice. 1991. *L'action collective, mobilisations et organisation des minorités actives*. Paris : Armand Colin. p. 125. NEVEU Erik. 1996. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : Editions la Découverte. PIZZORNO Alessandro. « Identité et action collective ». In CABIN Philippe et DORTIER Jean-François (dir.). 2000. *La sociologie, histoire et idées*. Paris : Editions Sciences humaines. p. 139.

à leur rencontre, les autres se bornant à les exclure de tout débat. Les critiques tournent généralement autour de trois axes. Tout d'abord l'idée qu'en refusant, les soldats « humanistes » prennent le risque de ne laisser à leur place que des soldats « sans scrupule », plus susceptibles de maltraiter la population civile. Ce à quoi beaucoup de Refuzniks répondent qu'empêcher une ambulance de passer un checkpoint avec le sourire ne change pas grand-chose et qu'on ne peut pas occuper « humainement » un autre peuple.

Le deuxième argument très en vogue est que, dans un état démocratique, l'armée se doit d'appliquer les décisions des dirigeants politiques et les soldats d'obéir à l'armée. Plusieurs types de réponses sont généralement formulées par les Refuzniks : Certains justifient leur combat en le comparant à des précédents glorieux de résistance (avec tout le côté romantique que cela comporte) où des hommes et des femmes se sont opposés à des régimes dictatoriaux ou coloniaux comme en France sous l'occupation ou encore en Algérie. Beaucoup invoquent également le concept de « drapeau noir », qui permet aux soldats de désobéir aux ordres illégaux¹⁶. L'occupation d'un territoire conquis étant illégale sur le plan international (dans la mesure où ses habitants n'obtiennent pas les mêmes droits que les autres citoyens), ils considèrent que leur présence même à l'intérieur de la ligne verte l'est également, et qu'ils ont le devoir de refuser. Enfin, certains avancent que l'on ne peut parler de démocratie dans un cas comme Israël, puisque sur les quelques dix millions d'habitants du pays (territoires compris), trois millions et demi sont privés de leurs droits élémentaires et que, de ce fait, les décisions prises par leur gouvernement ne sont pas légitimes à leurs yeux. Cette dernière position, assez extrême, est surtout utilisée par ceux dont le refus participe d'une critique d'ordre politique.

La dernière critique majeure adressée aux Refuzniks par la gauche est qu'en agissant comme ils le font, ils ouvrent la voie à d'autres courants d'objecteurs, de droite cette fois-ci qui, le moment venu, pourraient refuser d'évacuer les colonies. Effectivement, dès l'annonce par Ariel Sharon de l'évacuation programmée des colonies de la bande de Gaza, une pétition de soldats a circulé déclarant que le moment venu, ils refuseraient de prendre part à l'évacuation des colonies¹⁷. Mais personne n'est vraiment dupe de la capacité de ces quelques centaines de colons

¹⁶ En réalité, le « drapeau noir » est un peu plus complexe que cela. Il concerne les actes illégaux et irréversibles, comme les meurtres, mutilations ou destructions.

¹⁷ Une autre lettre a suivi, signée par des Israéliens se portant volontaires au remplacement de ces « réfractaires de droite ».

(pour la plupart) à empêcher l'évacuation, ne serait-ce que parce que la police pourrait, à l'occasion, prendre la place de l'armée. A l'inverse, elle ne pourra jamais remplacer l'armée dans les territoires occupés.

Mais les Refuzniks ont-ils, eux, la capacité de faire changer la situation, d'avoir un véritable poids politique ? Dans les années 80, le grand penseur israélien et religieux Yeshayahou Leibowitz avait prédit que si cinq cents personnes refusaient de servir dans les territoires occupés, le gouvernement devrait les évacuer. Aujourd'hui, ils sont près de trois fois plus nombreux et, bien qu'Ariel Sharon semble sur le point d'abandonner la bande de Gaza, la colonisation continue en Cisjordanie. De plus, si l'espoir accompagnant l'élection de Mahmoud Abbas se maintient, il y a fort à parier qu'il n'encouragera pas la progression du nombre de Refuzniks (de la même manière que la période d'Oslo avait connu très peu de cas de refus). Il semble donc que le pouvoir d'action des Refuzniks se situe plus aujourd'hui dans la lignée d'autres mouvements militants¹⁸ qui tentent de réveiller les consciences, de faire entendre une autre voix hors du consensus, de dire ce qu'il se passe « de l'autre côté du mur » (puisque mur il y a à présent), plutôt que dans un possible ébranlement de l'armée israélienne qui amènerait le gouvernement à renoncer à l'occupation. Petit à petit, des brèches s'ouvrent dans la conscience collective israélienne. Les différents mouvements de Refuzniks y contribuent incontestablement.

¹⁸ Citons entre autres et parmi une multitude de mouvements : les Femmes en noir (mouvement international de femmes pour la paix), *Taayoush* (association de coopération judéo-arabe), les Rabbins pour les droits de l'homme, *B'Tselem* (Association israélienne des droits de l'homme), *Machsom Watch* (« Observatoire des barrages », constitué de femmes israéliennes se rendant aux barrages militaires pour en observer le fonctionnement), *Shovrim Shtika* (groupe d'ex-soldats israéliens dénonçant les crimes qu'ils ont commis dans les territoires), etc.